SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 14 JUIN 1838.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi sur le transit.

MESSIEURS,

Personne de nous ne contestera les avantages immenses qui rejailliront sur le pays, en favorisant un commerce de transit sur les bases les plus libérales.

Je crois donc qu'il serait superflu de les énumérer dans ce rapport, en reproduisant ici tout ce qui a été écrit et dit dans l'autre enceinte à ce sujet.

Le Projet qui est soumis à nos investigations a pour but de rendre au transit son ancienne importance.

Vous vous rappellerez ce qu'il était du tems de la guerre d'Amérique, où toutes les nations belligérantes faisaient refluer leurs marchandises sur Ostende, qui devait à ce commerce sa prospérité, interrompue trop tôt par l'invasion française.

Le transit était dans ce tems le fleuron du commerce belge et une grande ressource pour le trésor.

L'ouverture de l'Escaut nous a rendu une partie de ce commerce. Lorsque nous pouvions communiquer avec l'Allemagne par les caux intérieures et le Rhin, il était très florissant; mais la Hollande, en mettant sa position à profit, s'en est emparée depuis notre séparation avec elle. Cependant par l'établissement d'un chemin à ornières en fer qui correspondra avec celui que la Prusse ne tardera pas à continuer jusqu'au Rhin, nous serons bientôt à même de regagner les avantages perdus. Ce sera surtout le cas, si, par la sûreté qu'offrira ce chemin de fer tant pour l'industrie que pour les revenus de l'état, il est permis à la législature de dégager la loi sur le transit, de cette foule d'entraves qui en gênent les opérations, et l'empêchent de prendre toute l'extension dont il est susceptible. Déjà la Hollande nous a devancés à cet égard, en portant à la loi de 1822, des modifications qui lui ont ôté ce caractère de fiscalité qu'on lui a reproché, et c'est alors seulement qu'il nous sera permis d'espérer que nous atteindrons notre rivale, que nous l'emporterons même sur elle. Par l'heureuse position de nos ports, la modicité des droits, l'économie de nos frais tant de réception que d'expédition et de transport, les nations commerçantes seront de rechef engagées à emprunter notre territoire par préférence.

Le transit serait d'un faible poids dans la balance de prospérité d'une nation, s'il se bornait aux seuls avantages que ses transactions immédiates procurent au trésor et au commerce; mais il devient immense, lorsque l'on considère toutes les ramifications auxquelles il donne lieu.

Avec des facilités bien entendues, on peut faire de nos ports l'entrepôt général des produits de l'Amérique, de l'Allemagne et du Nord.

Ceux de notre pays offriront aux navires étrangers des chargemens complets pour le retour, ce qui, d'ordinaire, n'a pas pu se combiner jusqu'à présent.

Il n'est malheureusement que trop nécessaire d'environner les marchandises, qui ne peuvent pas encore transiter par les chemins en fer, de mesures préventives, afin d'éviter que l'on n'en fasse la fraude au détriment de notre industrie nationale.

Ces précautions ont donné lieu à une série d'articles qui entraveront ce commerce.

J'aurai l'honneur de vous présenter l'opinion de votre Commission sur chaque article du projet, susceptible de quelques remarques.

Le premier article présente trois modes de transit, direct, par entrepôt ordinaire et par entrepôt libre.

La distinction était nécessaire, afin de ne pas grever indistinctement toutes les marchandises des charges et formalités du transit, dont celles réexportées par le port même de leur importation sont entièrement exemptes.

Les articles 2 et 3 ne donnent lieu à aucune observation.

L'article 4 exclut du transit les marchandises soumises aux droits d'accises et celles manufacturées, déposées dans des entrepôts particuliers ou fictifs. La Chambre de Commerce d'Anvers a demandé une exception en faveur des sucres déposés en entrepôt fictif dans le local de l'entrepôt libre. M. le Ministre ayant déclaré que cet article, ainsi que les vins, jouiront de cette exception pour autant qu'ils resteraient déposés dans l'entrepôt libre, cependant sous l'autorisation spéciale du Gouvernement, votre Commission ne trouve rien à y objecter.

Les articles 5, 6, 7 et 8 améliorés par quelques amendemens ont été adoptés également par votre Commission.

La fraude devient très-difficile, sinon impossible, si l'importeur doit spécifier le poids net de la marchandise, sa qualité, le nombre et l'aunage ou la mesure, car il est difficile de faire une substitution, qui représente d'une manière identique les objets de la déclaration exigée.

L'article 9 énumère les quatre catégories d'après lesquelles les marchandises sont sujettes à payer des droits plus ou moins élevés, à subir plus ou moins de formalités, ou à être exclue du bénéfice du transit.

Nous ne pouvons qu'approuver cette distinction et admettre le tableau sous L^a A, contenant l'énumération des articles relatifs à la troisième catégorie. Effectivement on ne pouvait admettre le transit des boissons distillées à raison de la facilité de pouvoir y substituer des mélanges indigènes, ni celui des sucres raffinés, pour ne pas faire tort à nos propres raffineries.

C'est également dans l'intérêt de notre industrie et de l'agriculture que votre Commission admet l'exclusion de la faveur du transit pour les articles du tableau sous L^a B, non sujets aux accises. Il serait impolitique de fournir des armes aux nations en guerre avec nous, ou de permettre le transit des bestiaux, du fer ou des pierres à diguer que nous fournissons à nos voisins.

Quant au vinaigre, on doit en craindre la substitution; dans ce pays on en fait avec des pommes, dont la fraude serait difficile à constater.

Par l'amendement proposé par M. le Ministre, tous les articles peuvent être admis en entrepôt libre, sous la condition que l'exportation se fasse par le même port que l'importation s'est faite.

L'article 10 concernant le plombage et le convoyage a donné lieu à de longs débats dans l'autre Chambre. Comme la faculté du plombage et convoyage est laissée à la disposition de l'administration, et que les frais de ces formalités seront à charge des intéressés, on a craint l'abus qui pourrait en résulter; mais l'art. 154 de la loi générale qui s'oppose à l'arbitraire, et la réduction des frais tant du plombage que du convoyage formellement promis par M. le Ministre a également engagé votre Commission à adopter cet article. Cependant, elle espère, vu les formalités prescrites par la déclaration qui, à la moindre vérification à la frontière, fera découvrir la frauduleuse substitution, que l'administration usera le moins possible du droit lui conféré par cet article,

principalement pour ce qui concerne le frayeux convoiage ; il est rassurant qu'il ne puisse avoir lieu que par ordre de l'administration supérieure.

L'art. 11 ne donne lieu à aucune observation.

Art. 12. Les mêmes observations faites à l'article 10 trouveront aussi ici leur application, Votre Commission eût préféré que les intéressés fussent mis dans la nécessité d'accompagner leurs déclarations des échantillons des tissus qu'ils destinent au transit, comme cela se pratique pour les draps à leur entrée en France, lorsqu'ils transitent pour l'Italie.

Les marchandises qui sortent des fabriques bien pliées, ficelées, souffriront beaucoup du maniement nécessaire, pour en enlever à l'un des bouts les échantillons dont il est question dans cet article. Les formalités d'un double emballage et du plombage eussent, dans ce cas, été nécessaires ; car il est impossible de frauder, lorsqu'à la sortie on doit représenter les marchandises, non seulement d'après les échantillons remis à la douane, mais aussi les mêmes aunages, le même poids net et brut.

Ces frais et ces formalités rebutteraient bien des étrangers de se servir de notre territoire.

Art. 13 et 14. Les mesures préventives de ces articles gêneront moins le commerce par les formalités et pénalités dont ils sont l'objet, que par le retard que cela occasionera aux frontières, surtout, si la loi procure une plus grande masse de marchandises appartenant à la troisième catégorie pour l'emprunt de notre territoire ; l'honnête négociant pourrait aussi être exposé à devoir soutenir un procès, si le visiteur, quant aux sucres, choisit à dessein un échantillon qui est plus empreigné de saleté ou de matières étrangères que le reste. Dans les sucres bruts il existe une différence très grande ; quant aux déchets comparés les uns aux autres.

Le Ministre a fait droit aux réclamations de la Chambre de Commerce d'Anvers, en réduisant à 10 centimes le plombage des sucres candis.

Votre Commission donne son assentiment à ces articles, tout en déplorant la nécessité d'assujettir le commerce aux frais qu'occasionent ces formalités.

Votre Commission admet aussi l'art. 15, vu la modification y apportée, que les dispositions prises par le Gouvernement en vertu du pouvoir lui accordé par cet article cesseront de plein droit après la session, pendant laquelle les Chambres en auront reçu la communication ; elle espère que le Gouvernement n'usera de cette faculté qu'à bonne enseigne.

Les art. 16, 17, 18, 19 et 20 étant réglementaires, ne donnent lieu à aucune observation.

L'art. 21 est également réglementaire et prescrit une série de formalités et de pénalités, que votre Commission espère voir écartées, aussitôt que, par l'établissement de la route en fer, le transport des marchandises pourra se faire sous la surveillance du Gouvernement.

Les art. 22 et 23 ne donnent lieu à aucune observation étant la suite de la disposition précédente.

L'art. 24 impose des devoirs aux expéditeurs et les frais qui les concernent.

L'art. 25 a donné lieu à une forte discussion : en effet, malgré quelques amendemens opérés sur le Projet primitif, il paraît encore très rigide, car il est dur d'être assujetti à une pénalité, lorsque l'accident survenu n'est pas de votre faute. Le bris de plombs, la rupture des cordes, des scellés peuvent être les effets d'un accident. Le voiturier doit s'attendre en pareil cas à une visite d'autant plus rigoureuse ; et si les douaniers trouvent alors les objets tout à fait conformes à la déclaration, il est présumable que ce soit un accident, indépendant de sa volonté, qui a occasioné le bris des plombs, etc. Une pénalité quelconque serait donc bien rigoureuse pour le pauvre voiturier.

L'art. 26 qui donne la faculté à l'administration de faire apposer l'estampille sur les tissus qui en sont susceptibles, est une mesure par trop préventive, car personne ne voudrait exposer ses marchandises à les voir détériorer par le

déballage, la manutention, et puis l'estampille, mise le plus souvent très maladroitement, comme nous en avons la preuve à l'égard des toiles, qui, par la matière employée pour cette estampille, sont percées de plusieurs plis.

Cette formalité fera aussi tort au commerce interlope; l'estampille trahirait de suite l'introduction frauduleuse de la marchandise.

Votre Commission se refuserait à l'admission de cet article sans l'espoir exprimé plusieurs fois d'une révision prochaine de cette loi.

Elle approuve l'art. 27 comme une nécessité, car sans la preuve que la marchandise a effectivement franchi la voie mitoyenne ou le rayon maritime, on s'exposerait à ce que le transit ne servît qu'à en faciliter la réimportation frauduleuse.

Les art. 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, ne donnent lieu à aucune observation.

L'art. 36 énumère sous le tableau L. C les marchandises qui sont exceptées de l'application des droits désignés à l'art. 35 et qui sont déclarées libres; et dans celui L. D la désignation des marchandises soumises à un droit spécial.

Le droit sur les ardoises fixé à f. 1.60 a été maintenu, afin de forcer la France à abaisser son droit de transit sur nos ardoises, provenant des bords de la Seunois et de la Meuse. Dans ce cas elle obtiendrait par contre l'abaissement de notre droit sur les ardoises de Furnay.

Le droit de transit de f. 10 par 100 k. que nous imposons aux draps et casimirs étrangers est bien fort; mais comme la Prusse impose nos laines qui transitent par ce pays à un droit très élevé, votre Commission est également d'avis de le maintenir, afin d'obliger la Prusse à des concessions qui pourront être alors mutuelles.

Les livres ont été proposés d'abord à f. 20 pour le droit de transit; ce droit a été réduit à la moitié. Votre Commission adopte cette réduction, ainsi que l'article 36 dans son ensemble.

L'art. 37 a trouvé des adversaires dans l'autre enceinte parce que l'on trouvait inconstitutionnelle, la faculté accordée au Gouvernement de diminuer ou d'accorder la franchise entière des droits. Cependant, comme dans le cas où le Gouvernement userait de ce droit, la concession cesserait immédiatement après la première session des Chambres qui doivent en connaître, comme cela a été prescrit à l'article 15, par lequel le Gouvernement a aussi la liberté de faire des augmentations, s'il le juge dans l'intérêt général, votre Commission pense qu'il y a lieu d'approuver cet article ainsi que l'article 38, et elle partage l'avis de l'honorable Représentant qui a proposé l'article additionnel sous n° 39 que l'on doit laisser à l'Administration la faculté de transiger les conventions, qui seraient accompagnées de circonstances atténuantes.

Votre Commission, seulement dans l'espoir que la loi sera modifiée et dégagée de toutes les dispositions rigoureuses et gênantes qu'elle renferme, aussitôt que la route en fer sera établie, et que le gouvernement pourra par son moyen exercer une surveillance immédiate et continuelle sur les marchandises transitantes jusqu'à nos frontières, et aussi vu l'impatience avec laquelle elle est attendue par le commerce, a l'honneur de vous en proposer l'adoption par mon organe et à l'unanimité.

Bruxelles, le 14 Juin 1836.

Le Comte D'ANSEMBOURG.

Le Baron VAN DER STRAETEN DE PONTHOZ.

Le Comte D'ARSCHOT.

Le Comte DE ROBIANO.

J. ENGLER, Rapporteur.